

L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

203-204 | 2012

Anthropologie début de siècle

Le genre du privé

Pratiques d'écriture personnelles et domestiques dans la région
cotonnière du Mali

*The Gender of Privacy. Writing for Domestic and Personal Purposes in the
Cotton-Producing Region of Mali*

Aïssatou Mbodj-Pouye



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/23210>

DOI : 10.4000/lhomme.23210

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 décembre 2012

Pagination : 321-345

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Aïssatou Mbodj-Pouye, « Le genre du privé », *L'Homme* [En ligne], 203-204 | 2012, mis en ligne le 03 décembre 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/23210> ; DOI : 10.4000/lhomme.23210

Le genre du privé

Pratiques d'écriture personnelles et domestiques dans la région cotonnière du Mali

Aïssatou Mbodj-Pouye

DEPUIS plusieurs décennies, la réduction des inégalités de genre face à l'alphabétisation est une ambition des politiques éducatives en Afrique subsaharienne. Cet agenda politique est adossé à un présupposé : celui de l'effet émancipateur de l'alphabétisation et, plus largement, de l'éducation des femmes ; l'état des rapports de genre est alors pointé comme ce qui empêche les femmes d'y accéder autant que les hommes, et ce qui limite les bénéfices qu'elles peuvent en retirer. L'objet de cet article est de renouveler l'approche du lien entre alphabétisation et genre, à partir d'un travail ethnographique sur les usages de l'écrit dans une région du Mali. Je me propose d'analyser la revendication d'écrire pour soi, commune aux femmes et aux hommes, mais qui prend un sens différent pour les unes et les autres. Il s'agit de comprendre comment le genre, articulé à d'autres dimensions de la vie sociale, intervient dans la délimitation des contours de l'écrit privé.

Cette étude prend appui sur un ensemble de recherches sur l'école et le genre. On connaît les difficultés de la scolarisation des filles en Afrique (Lange 1998) ; d'autres travaux éclairent la singularité et la précarité des parcours de femmes scolarisées, de la période coloniale (Barthélémy 2010) aux situations récentes (Proteau 1998). Cette attention pour les trajectoires des femmes lettrées laisse toutefois dans l'ombre les femmes que leur niveau d'alphabétisation ne destine pas à une vie urbaine ou

_____ Pour leurs lectures attentives de versions antérieures de ce travail et pour leurs commentaires, je remercie Pascale Barthélémy, Anne Doquet, Michèle Fiéloux, Véronique Hertrich et Anne-Christine Trémon.

à une activité formelle¹. On peut s'interroger sur ce qu'apportent et ce que deviennent les compétences d'écriture acquises lors de quelques années passées à l'école primaire, ou à l'occasion de sessions d'alphabétisation, quand bien même elles ne modifient pas le statut de femmes qui résident au village. Au-delà de l'alphabétisation des femmes, l'enjeu de cet article est aussi de dégager les spécificités du rapport des hommes à l'écrit ; plus largement, il s'agit d'envisager les dynamiques sociales de l'alphabétisation dans une perspective attentive aux interactions entre hommes et femmes, et à la manière dont les identités et les positions respectives des unes et des autres sont redéfinies à l'occasion du développement du recours à l'écrit. L'approche est nécessairement dialectique : les processus d'alphabétisation sont façonnés par les rapports de genre, mais aussi par des politiques qui se donnent des objectifs de changement social par l'alphabétisation à partir de présupposés sur les rôles sociaux des hommes et des femmes ; en retour, l'extension des usages de l'écrit, en particulier dans l'espace domestique, contribue à des déplacements en termes d'identités et de relations de genre qu'il s'agit d'identifier.

Les recherches sur le genre constituent un domaine maintenant classique en anthropologie, notamment depuis les travaux féministes, tels que ceux de Nicole-Claude Mathieu (1985). Les études sur les rapports sociaux de sexe ont ouvert la voie à une analyse du domestique comme lieu de pouvoir qui forme l'arrière-plan des analyses développées ici. Ce champ a été renouvelé par l'usage de la notion de genre, maniée comme catégorie d'analyse et de critique (Scott 1988), qui s'est imposée dans les recherches en sciences sociales en Afrique². Des travaux récents en anthropologie, je retiens la nécessité d'une attention à la double dimension subjectivante et relationnelle du genre (Théry & Bonnemère 2008)³.

1. Les travaux en démographie ont une focale plus large, démontrant les effets de la scolarisation primaire sur le cycle de vie des femmes rurales comme urbaines, en particulier sur la réduction de leur fécondité (Bledsoe 1999). Ces effets ne sont toutefois pas imputés aux apprentissages proprement dits, mais plutôt à l'expérience scolaire dans son ensemble.

2. Pour une synthèse, cf. Sow (2004) et, sur l'aire mandé, Hoffman (2002).

3. Je recourais dans cet article au terme « genre », tel qu'il s'est imposé progressivement dans les sciences sociales françaises (Zancarini-Fournel 2010). Ce terme a remplacé la notion de « rapports sociaux de sexe », mobilisée par les travaux féministes d'inspiration marxiste qui ont analysé la division sexuelle du travail articulant sphère domestique et professionnelle (Kergoat 2004). La notion de genre, traduisant l'anglais *gender*, permet de se défaire d'une référence directe au sexe, et désigne aujourd'hui de manière assez partagée le champ d'investigation ouvert par les travaux féministes qui aborde à la fois la question des rapports sociaux de sexes et des valeurs et représentations associées. J'emploie ponctuellement « sexe » et l'adjectif « sexué(e) », quand il s'agit de décrire des pratiques institutionnelles ou des répartitions qui se font sur la base d'une appartenance au groupe des hommes ou des femmes (ainsi, les programmes d'alphabétisation sont « sexués », le terme « genre » serait d'ailleurs anachronique puisque ces programmes sont antérieurs à la vogue du genre dans les programmes de développement).

Appréhender la dynamique des rapports de genre à travers ces pratiques relativement peu stabilisées que sont les usages de l'écrit dans une région où l'alphabétisation demeure limitée constitue certes un défi. Pourtant, précisément parce que l'introduction de l'écrit comme mode de gestion de la communauté domestique est en cours, il s'agit d'une entrée privilégiée pour observer la manière dont se mettent en place des partages qui n'ont rien d'évident. L'émergence de pratiques d'écriture personnelles amène aussi à réfléchir à la constitution des identités de genre, les études sur les écrits ordinaires en Europe témoignant de l'importance de cette thématique⁴.

Cette exploration s'engage donc dans un triple travail. Il s'agit d'abord d'étudier les pratiques d'écriture des hommes et des femmes, en les rapportant à une sociohistoire de l'alphabétisation d'abord destinée aux hommes. L'enjeu est ensuite d'articuler ces partages à la dynamique des rapports sociaux de genre, en faisant ressortir la constitution d'une figure de la masculinité associée à l'écrit. Ces analyses amènent à observer de près l'évolution des contours du privé et du domestique, éclairant un pan des dynamiques actuelles des sociétés rurales du Mali.

Une alphabétisation sexuée

Cet article repose sur une enquête ethnographique sur les usages de l'alphabétisation, conduite dans différents villages et bourgs de la zone cotonnière, puis centrée sur un village situé à une dizaine de kilomètres de la ville de Fana, en milieu bambara⁵. J'ai choisi de travailler sur l'alphabétisation et les pratiques d'écriture des hommes et des femmes, en dépit d'une incitation, de la part de mes interlocuteurs sur le terrain, à travailler exclusivement avec ces dernières. Je n'ai pas retenu cette option, car, étant donné la rareté des travaux proposant une étude qualitative des pratiques de l'écrit, il m'a paru important de procéder à un examen d'ensemble. Par ailleurs, la relation ethnographique ne s'établit pas nécessairement de manière plus aisée avec des femmes quand on a un statut d'étrangère (ce qui est mon cas, bien que je sois métisse franco-sénégalaise), comme en témoigne une série de réflexions de femmes

4. Cf., notamment sur l'écriture comme lieu de production de l'identité féminine, Fine (2008).

5. Cette enquête a été menée dans le cadre de ma thèse de doctorat (Mbodj-Pouye 2007). Les matériaux mobilisés dans cet article sont issus de huit mois de terrain entre 2002 et 2004, ainsi que d'un séjour lors de l'été 2009. J'ai procédé à des entretiens semi-directifs (n = 56) et à des observations. Un questionnaire, passé en 2004 à l'échelle du village dans lequel j'ai travaillé, complète ces données ethnographiques, donnant un aperçu des grandes tendances de l'alphabétisation. J'ai également procédé au recueil d'écrits, matériaux que je ne mobiliserai que ponctuellement dans cet article (pour une présentation, cf. Mbodj-Pouye 2009).

anthropologues (cf., notamment, Jonckers 1999). Certes, quand j'ai pu me passer d'assistant et réaliser seule mes entretiens avec les femmes, les échanges ont été plus faciles, pour autant, j'ai eu des relations privilégiées aussi bien avec des hommes qu'avec des femmes.

Une promotion de l'alphabétisation d'abord masculine

Un questionnaire que j'ai passé à l'échelle du village permet d'établir que 19% des adultes (personnes âgées de 15 ans et plus) déclarent pouvoir écrire une lettre⁶, en français ou en bambara⁷. Cet indicateur, retenu comme approche du taux d'alphabétisation, fait apparaître un écart important entre hommes et femmes, puisqu'il concerne 30% des hommes et 9% des femmes. Ces niveaux inégaux sont le résultat de plusieurs strates d'alphabétisation au sens large, alphabétisation fonctionnelle pour adultes et scolarisation, qui sont différemment sexuées.

L'alphabétisation fonctionnelle mise en place dans les années 1970 sous l'égide de la CMDT (Compagnie malienne pour le développement des textiles) avait pour objectifs l'amélioration des rendements agricoles et l'introduction de nouveaux modes de gestion communautaire. Cette promotion de l'alphabétisation s'est inscrite dans le contexte d'une réorganisation de la CMDT visant le « transfert de compétences » à des villageois organisés en Associations villageoises (AV). Au lieu de traiter directement avec chaque exploitant producteur de coton, la CMDT a délégué aux AV les tâches de distribution des intrants, la consignation des crédits, une partie du suivi technique, puis, en fin de campagne, la pesée du coton.

L'établissement d'une AV supposait la présence d'un petit nombre de villageois lettrés, capables de tenir les registres sur lesquels sont consignés, tout au long de la campagne, les crédits effectués, mais aussi de relever un certain nombre d'informations techniques (mesures des superficies, entrées et sorties du magasin collectif, etc.) et de tenir la trésorerie de l'AV. La CMDT a entrepris de former elle-même les villageois, avec des sessions d'alphabétisation intensives en bambara. Si le bilan quantitatif de ces

6. Ce critère correspond à des usages sociaux précis : comme nous le verrons, écrire soi-même ses lettres est un des premiers avantages attendus de l'alphabétisation. Ce taux est identique à celui des statistiques nationales (19% au début des années 2000 selon le Programme des Nations-Unies pour le développement), mais, compte tenu de l'écart entre régions urbaines et rurales, agrégées dans le taux national, ce village apparaît comme particulièrement bien alphabétisé.

7. Je fais le choix, dans cet article, de ne pas développer les données concernant l'écriture arabe. Celle-ci ne fait accéder à l'alphabétisation – suivant ce critère de l'écriture d'une lettre – que 4 hommes sur un village d'environ 1500 habitants. Notons tout de même que, dans ce village musulman, la culture lettrée islamique irrigue largement la communauté, par l'intermédiaire de la copie ou de la détention d'écrits magiques qui concernent également des femmes.

sessions est discuté (Dombrowsky, Dumestre & Simonis 1993), il ne fait pas de doute qu'elles ont permis une diffusion de l'écrit pour des usages locaux, et qu'elles ont contribué à former une première génération de lettrés.

Jusqu'aux réformes initiées durant les années 2000, l'AV regroupait l'ensemble des exploitations du village engagées dans la culture du coton, représentées par les chefs de famille. Même si la CMDT avait alors incité les femmes à rejoindre l'AV, celles-ci se sont montrées réticentes à investir des espaces dominés par les hommes et ont plutôt maintenu ou développé des groupes féminins, notamment des groupements de crédit (Jonckers 1994 : 131). Revenant sur les débuts de l'alphabétisation en zone CMDT, Jane Turrutin a montré que, bien que les sessions n'aient pas en principe été réservées aux hommes, elles réunissaient un public presque exclusivement masculin, et qu'un avantage économique a par là été conféré aux hommes dans leurs activités commerciales (Turrutin 1988). L'alphabétisation féminine s'est progressivement développée avec la mise en place de sessions destinées aux femmes, mais elle est restée limitée et son organisation soumise au contrôle des hommes (Puchner 2003).

À cette vague d'alphabétisation des adultes, se superposent les effets de la scolarisation qui, selon les villages, est intervenue à des époques distinctes. Dans le village où j'ai travaillé, l'école a été ouverte en 1979 dans la foulée de la dynamique impulsée par un centre d'alphabétisation dès le début des années 1970. La scolarisation est moins sexuée que l'alphabétisation pour adultes, même si un écart demeure (taux net de scolarisation dans le village en 2004 à 46% : 39% des filles et 53% des garçons). La sous-scolarisation des filles au primaire s'explique par l'importance des tâches domestiques qui leur sont confiées et par les rôles sociaux qui leur sont dévolus. Quant à la prolongation de la scolarité hors du village après le primaire, vers 13-14 ans, les récits de formation que j'ai recueillis témoignent de la difficulté d'y accéder pour les filles plus encore que pour les garçons. Les parents et tuteurs hésitent à les laisser quitter le village, à un moment où les projets matrimoniaux sont parfois assez avancés⁸; aujourd'hui, c'est aussi l'âge où beaucoup de jeunes filles préfèrent partir comme domestiques en ville. Bien qu'inégale, la scolarisation est tout de même la principale voie d'alphabétisation pour les femmes, et la plupart de mes interlocutrices lettrées au village sont des femmes qui ont suivi un cycle primaire plus ou moins complet, parfois prolongé par des sessions d'alphabétisation.

8. L'interruption de la scolarité pour cause de grossesse apparaît dans quelques récits recueillis auprès de femmes scolarisées dans les années 1980. Ce thème de l'élève enceinte qui abandonne l'école est très présent dans les représentations locales depuis la période coloniale (Thomas 2007), mais correspond à un phénomène aujourd'hui statistiquement limité (Lloyd & Mensch 2008).

Des opportunités rares pour les femmes

Faute de trouver des débouchés dans l'AV, les compétences des femmes en matière d'écrit sont rarement mobilisées par la communauté, et parfois ne sont tout simplement plus mises en œuvre. Par exemple, alors que le fait de pouvoir signer donne aux hommes alphabétisés l'opportunité d'affirmer leur compétence de lettré, que ce soit au village lors de la pesée du coton ou au guichet d'une banque, la majorité des femmes n'ont, pour leur part, tout simplement pas d'occasion de signer.

Certes, depuis les années 1980, la CMDT promeut les groupements féminins, et les initiatives envers les femmes se multiplient de la part des ONG, le genre étant devenu une catégorie centrale de l'intervention des acteurs du développement. Certaines caisses de microcrédit ciblent les femmes à travers un réseau d'animatrices qui suivent les groupements féminins, mobilisant l'écrit mais sans nécessairement s'appuyer sur les compétences éventuelles des bénéficiaires. De manière plus classique, des secteurs comme la santé de la mère et de l'enfant font l'objet d'actions spécifiques : certaines femmes du village ont ainsi participé à des formations dispensées par un programme de lutte contre l'excision.

Au-delà de ces interventions ponctuelles, d'autres actions ont été pérennisées, recourant à une interlocutrice lettrée au village pour tenir cahiers et registres sur le mode de ce qui se pratique dans l'AV. Une ancienne élève de l'école a ainsi tenu un registre de distribution de contraceptifs pour un programme de planning familial. Cela n'a duré que quelques années, la laissant amère quant à l'utilité sociale de savoir lire et écrire. Comme je lui demandais si elle continuait à écrire, elle a eu cette réponse lapidaire : *E te baara la, e te sebenni ke* (« Tu ne travailles pas, tu n'écris pas »). Cette formulation donne à entendre l'absence d'opportunité de valorisation sociale des compétences, mais ne rend pas compte du versant privé des pratiques d'écriture, qu'hommes et femmes défendent jalousement et qu'il faut maintenant aborder.

Écrire pour soi : une revendication partagée aux significations différentes

Malgré ce faible accès des femmes à l'écrit, hommes et femmes ont des discours similaires quant à l'intérêt qu'on retire de l'alphabétisation : pouvoir écrire, c'est, de manière quasiment unanime, « régler soi-même ses propres affaires » et « écrire des secrets », bien loin de la figure promue par l'alphabétisation du lettré qui met ses compétences au service de la communauté. Lors des entretiens, j'ai d'abord posé des questions très générales sur l'intérêt de l'alphabétisation des hommes et des femmes,

mais ces discours très convenus m'ont paru ne faire que refléter les slogans des promoteurs de l'alphabétisation ; aussi ai-je privilégié ici des formulations qui ne distinguent pas explicitement l'alphabétisation des hommes et des femmes, mais qui expriment des positionnements différents.

L'autographie comme court-circuit

Le détail des expressions utilisées, en bambara et en français, est important à restituer car l'analyse précise des catégories employées fait apparaître de petits décalages selon le genre. Je retiendrai trois extraits d'entretien : le premier restitue une expression banale, récurrente dans la série d'entretiens réalisée avec des hommes et des femmes ; les deux autres, sont des cas saillants, qui donnent à voir de manière plus nette le détail de ces argumentations⁹.

1 – Extrait d'entretien en bambara, femme, 26 ans¹⁰

— AMINATA KONATÉ : « *A nafa ye mun ye musow bolo ? Balikukalan ? Ni i mago jɔra fen min na, hali jatemine na, i t'o ke mɔgɔɲe na, i yere b'o seben i yere, k'o jɛnabɔ i yere, mɔgɔ t'o jɛnabɔ i ye.* »

— AMINATA KONATÉ : « Son intérêt pour les femmes ? L'alphabétisation ? Si tu as besoin de quelque chose, même de faire un calcul, tu ne le fais pas devant les gens, toi-même tu l'écris toi-même, tu règles cela toi-même, personne ne le règle pour toi. »

2 – Extrait d'entretien en bambara, homme, ancien animateur d'alphabétisation, 74 ans

— AÏSSATOU MBODJ-POUYE (*ci-dessous AM*) : « *Ni bee ma kalan, geleya jumen be se ka ye o la ?* »

— SOUMAÏLA KONATÉ : « *Ni bee ma kalan, geleyaba de b'a kɔnɔ, hake si t'o la. I yere kan ka min ke, i b'a siri maa na. Aa! ko dɔw be yen, maa ka kan k'o ke, o man kan ka siri maa na ! [...] Letiri mana na di i ma sisan, ni e t'a fe maa ka letiri in dɔn, ni a be e yere bolo, n'i yere y'a dɔn, i b'a kalan k'a bila i kun, maa te i ka gundo dɔn.* »

— AM : « Quel problème pose le fait que tous les villageois ne soient pas alphabétisés ? »

— SOUMAÏLA KONATÉ : « Cela pose un problème considérable, sans aucun doute. Ce que tu dois faire toi-même, tu le confies à quelqu'un d'autre. Or, il y a des choses qu'une personne doit faire sans les confier à quelqu'un d'autre ! [...] Bon, si tu reçois une lettre, si tu veux que personne ne sache, à propos de cette lettre, si tu l'as entre tes mains, si tu as su [la lire], tu la lis et la gardes pour toi, personne ne connaîtra ton secret. »

9. Dans l'ensemble de l'article, j'ai recours à des pseudonymes.

10. Quand le lieu n'est pas précisé, il s'agit du village. L'activité est indiquée quand des fonctions particulières s'ajoutent aux travaux domestiques et agricoles.

3 – Extrait d’entretien en français, M’Pessoba, femme, 49 ans, niveau 9^e, puis formation de comptabilité

— MAÏMOUNA MAÏGA : « Quand on sait écrire, c’est nécessaire pour soi-même, puisque si tu sais écrire tu ne vas pas chez quelqu’un pour lui dire de te faire quelque chose. Toi-même tu sais ce que tu veux faire : je veux t’envoyer une lettre, ou bien je veux te faire une commission ou bien te demander quelque chose, si je sais l’écrire, je ne vais pas chez toi te dire il faut me faire telle chose. Je passe par moi-même [*avec emphase*] et j’écris et je t’envoie cela. C’est très important. Personne ne saura mon secret, si c’était à toi que je m’étais adressée, n’est-ce pas ?... »

Plusieurs traits récurrents dans tous les entretiens apparaissent dans ces extraits. D’abord, la mise en avant des pratiques personnelles, alors que la question porte sur l’intérêt de l’alphabétisation en général. On note aussi l’emphase sur la première personne jusqu’à la redondance. Enfin, l’accent est mis sur l’enjeu qu’il y a à pouvoir se passer du recours à autrui tant pour des pratiques de notation pour soi [extrait 1] que pour la correspondance [extraits 2 et 3]¹¹.

Soumaïla Konaté formule l’idée que certaines choses ne doivent pas être « confiées » à autrui, usant du verbe *k’a siri*, dont le sens propre est « lier »¹². L’autre expression de la délégation qui apparaît communément en bambara est le verbe *k’a ci* (« charger quelqu’un d’une commission »).

De fait, la situation de délégation d’écriture est extrêmement courante dans un contexte où une minorité seulement dispose de compétences en matière de lecture et d’écriture, alors même que le recours à l’écrit est exigé par les institutions et se généralise avec des pratiques comme la correspondance. La délégation d’écriture est présentée comme faisant courir à celui qui sollicite les services d’un autre le risque d’être trompé ou de voir divulguer ses secrets (est ainsi exprimée la crainte que celui par qui l’on passe s’avère être un *naafigi*, « rapporteur, indiscret »). Les entretiens restituent aussi le point de vue de ceux qui sont sollicités pour écrire pour les autres : ils se disent gênés de devoir recueillir des secrets qu’ils se passeraient bien de connaître, ou d’être mêlés malgré eux à des affaires qui ne les regardent pas. De la part du commanditaire comme du scripteur, ces descriptions mettent l’accent sur le caractère confidentiel de l’écrit.

11. Signalons que les expressions employées désignent la personne à qui on a recours (ou plus souvent qu’on évite), de manière indifférenciée du point de vue du sexe, selon le terme ordinaire de *mɔgɔ*, « personne, être humain ».

12. Ce verbe se présente ici dans une construction où le sujet est la personne qui confie quelque chose à un autre. Il est également attesté dans une tournure passive avec le sens de dépendre de quelqu’un (« *i be se ka fɛn dɔw ɲɛnabɔ i yere ye, k’a sɔrɔ i ma siri mɔgɔ la* » [« tu peux régler des affaires toi-même, sans devoir te confier à quelqu’un d’autre »]). La forme réfléchie (*n te taa n siri mɔgɔ la*) apparaît aussi avec le même sens.

Mais, si l'écrit est présenté par tous comme ce qui permet de s'abstraire de cette situation commune de recours à autrui, la signification attachée à ce privilège varie. Soumaïla Konaté, un des premiers formateurs d'alphabétisation, part du principe qu'« il y a des choses qu'une personne doit faire sans les confier à quelqu'un d'autre » [extrait 2]. L'indépendance est présentée comme une nécessité sociale. Dans cet entretien, il restitue avec fierté sa trajectoire de premier lettré du village (recruté pour l'école de Fana dans les années 1930) et son rôle dans la mise en place locale de l'alphabétisation. Maïmouna Maïga, quant à elle, décrit en des termes différents cette rupture qu'autorise l'écrit par rapport à une situation attendue de délégation d'écriture. La norme étant de « passer par » quelqu'un, l'absence d'intermédiaire crée une exception qui apparaît comme un repli sur soi, littéralement un court-circuit : « je passe par moi-même » [extrait 3]. La valorisation de l'indépendance est socialement différenciée : s'il est légitime qu'un homme, chef de famille, puisse « régler lui-même ses propres affaires », la même revendication émanant d'une femme ne se donne pas de manière aussi évidente comme une contribution à la bonne marche de la communauté. Certes, ces deux personnes sont par ailleurs très différentes, de par leur âge et leur statut social, et il n'est pas aisé sur ces seuls exemples de distinguer ce qui relève proprement du genre. Mais ces cas condensent des expressions plus banales où la maîtrise de l'écrit est revendiquée comme une qualité attendue par les hommes, alors que les femmes l'évoquent de manière plus ambivalente. Avant de poursuivre l'exploration de cette valorisation différenciée de l'« à-soi » par les hommes et les femmes, il faut tenter de spécifier la nature de ce domaine.

Gundo, “secret, privé”

Un terme ressort des extraits précédents, comme de l'ensemble des entretiens : celui de *gundo* (pl. : *gundow*) en bambara, généralement traduit en français par « secret », et qui apparaît d'ailleurs aussi dans les entretiens en français. Je vais m'attacher à montrer que ce terme *gundo* a une extension plus large que celui de « secret » en français, puis je proposerai de désigner ce que recouvre l'écrit personnel par la notion de privé.

Soulignons d'emblée une difficulté de l'enquête liée à des problèmes de compréhension et au recours à des assistants¹³. Ceux-ci ont invariablement traduit mes questions sur l'écrit personnel par *gundo*, très souvent en l'introduisant de leur propre chef dans la discussion. Or, on sait que

13. Après avoir consacré un an à l'apprentissage du bambara à l'Inalco, j'ai débuté mon terrain en travaillant avec les personnes disponibles au village parmi les quelques locuteurs du français, soit au début des étudiants de retour au village puis successivement deux des instituteurs de l'école.

ce terme a souvent un usage stratégique, comme moyen de couper court à des questions, ou de donner du prix aux informations qui seront ensuite dévoilées¹⁴. L'usage du terme *gundo* dans l'interlocution m'a posé un certain nombre de problèmes, jusqu'au blocage, comme dans le cas d'un entretien, par ailleurs assez heurté, avec un ancien élève de l'école aujourd'hui enseignant communautaire d'un hameau voisin¹⁵ :

— AM : « En dehors des lettres, est-ce qu'il a des cahiers ou des feuilles où il note des choses pour lui ? »

— INTERPRÈTE : « *Letirisebenw ninnu olu kɔ, est-ce que o kaye dɔ be e bolo, i yere be to ka gundofenw seben min na ?* » [« En dehors de ces lettres, est-ce que tu as un cahier où tu notes toi-même des choses secrètes ? »]

— DRAMANE TRAORÉ : « *Oui, kaye dɔw be n bolo n yere be n ka gundolafenw seben min na.* » [« Oui, j'ai des cahiers où moi-même je note mes choses secrètes. »]

— AM : « Est-ce qu'il peut nous dire les différentes choses qu'il note ? »

— INTERPRÈTE : « *E be to ka jumenw ta, a ka ca a la, e be to ka jumenw sebenseben e ka o kaye la ?* » [« Qu'est-ce que tu as l'habitude de prendre en note, le plus souvent, qu'as-tu l'habitude d'écrire dans ce cahier ? »]

— DRAMANE TRAORÉ (Dans un premier temps, ne répond pas, se contente de rire) : « *Aw ka yɔɔ o gundo, e yere ka kan ka o faamuya* en bambara. » [« Vous-même, secret, toi-même tu dois bien comprendre cela "en bambara" (en français). »]

— INTERPRÈTE : « Il dit que quand on dit "secret", que moi-même je dois être en mesure de comprendre ça en bambara. »

Par rapport à ma question volontairement vague autour de ce que l'enquêté écrit « pour lui », la traduction par *gundofenw*, « choses secrètes », constitue un déplacement qui limite la possibilité de l'échange à une réponse par oui ou par non, et qui rend ma relance à tout le moins déplacée. Dans la plupart des cas, les échanges ont simplement tourné court sur cette question, mes interlocuteurs usant de diverses stratégies d'esquive.

L'ayant repéré, j'ai pris soin d'éviter ce glissement en posant moi-même les questions sur ce point. Reprenant des formulations plus lâches qui apparaissaient dans les entretiens, j'ai eu recours, pour aborder le registre des choses personnelles, à des expressions telles que : *magɔɔfenw* (les « choses dont on a besoin ») ou *maramafenw* (les « choses qu'on garde »). Reste que l'assimilation de « personnel » à « secret » renvoie à une vraie difficulté de traduction et que, bien souvent, comme dans les extraits 2 et 3 cités plus haut, mes interlocuteurs les premiers ont introduit ce terme.

14. Cf., pour la région, les contributions réunies par Jansen & Roth (2000).

15. La transcription donnée ici restitue l'ensemble des échanges puisque les glissements de traduction sont significatifs ; les traductions des échanges en bambara sont données entre crochets au fil de cet extrait.

Dans l'ensemble des entretiens, le terme *gundo* est très souvent employé pour désigner un registre de l'à-soi ou de l'entre-soi qui va au-delà des contenus secrets au sens étroit de savoirs spécialisés dont la transmission est socialement contrôlée. Cette dernière acception de *gundo* est mobilisée quand il s'agit de décrire des types particuliers de notations comme les incantations magiques (*kilisiw*)¹⁶. Mais, souvent, *gundo* renvoie simplement à des affaires personnelles, qui concernent l'individu et ses proches. Par exemple, un de mes interlocuteurs désigne comme *gundo* des écrits se rapportant à une activité de réparateur de moto qu'il souhaite développer, mais dont il ne fait pas état publiquement pour l'instant. Le terme fonctionne dans un champ sémantique qui l'associe à la notion de *sutura* (évoquant la discrétion), et qui l'oppose à l'idée de faire les choses au vu et au su de tous (*mɔgɔ jɛ na* [extrait 1]) ou, plus souvent, *kenɛ ma*, au grand jour, en public (litt. : « sur la place publique »).

— LAMINE TRAORÉ : « *Balikukalan, a nafa fɔɔfɔɔ yere ye, ni i be letiri seben sisan, a be se ka ke gundo don. Bon a man kan ka ke kenemako ye, i yere be se ka a seben i yere fe, k'a sɔɔ mɔgɔ ma bɔ a kala ma.* »

— LAMINE TRAORÉ : « L'alphabétisation, son premier usage, si tu écris une lettre par exemple, cela peut être un secret. Cela ne doit pas être quelque chose de public, toi-même tu peux l'écrire pour toi-même, sans que personne ne soit au courant. »

La pertinence de la dichotomie public/privée, telle qu'héritée des travaux d'Habermas, pour aborder d'autres contextes a été abondamment discutée. Décrivant la sociabilité urbaine à Djenné, Gilles Holder a proposé de recourir à une autre distinction habermasienne, celle du particulier et du communal, donnée comme moins stricte que celle entre privé et public (2004 : 76)¹⁷. Il renvoie au vocabulaire bambara (distinction entre *foroba*, « champ collectif » et *jɔnforo*, « champ privé », litt. : « champ de l'esclave ») pour souligner que ce qui est particulier est aussi ce à quoi « nulle puissance [...] ne peut accéder ». Cette définition du privé comme un domaine réservé est celle que je retiendrai dans la suite de cet article, et qui m'amène à conserver malgré tout la notion de privé comme la plus pertinente pour rendre compte de l'acception large de *gundo* telle qu'elle est employée par mes interlocuteurs.

Ces analyses rappellent que postuler une polarisation simple entre public et privé ne permet pas d'analyser finement des contextes où cette dichotomie ne renvoie pas à des procédures d'enregistrement des propriétés et d'identification des espaces explicites et convergentes¹⁸.

16. Tous les secrets ne s'écrivent pas : des références historiques pourtant partagées, notamment sur le passé servile d'une famille ou du village, ne sont pas plus écrites qu'évoquées publiquement.

17. Pour une élaboration plus poussée en ce sens, cf. Demmer (2009).

18. Cf., sur le caractère « problématique » du privé, Journet-Diallo (2000 : 218-221).

L'association entre public/masculin et privé/féminin doit également être mise à distance pour saisir la complexité de la situation présentée¹⁹ : revendiquer un espace à soi est un geste commun aux hommes et aux femmes ; quant au domestique, loin d'être assigné unilatéralement à un sexe, il est le lieu de tensions du point de vue de sa représentation comme de sa gestion effective, et la question de l'écrit est un prisme particulièrement efficace pour repérer les évolutions en cours²⁰.

Des écrits du privé valorisés : l'écrit domestique, prérogative masculine

Poursuivant l'analyse des différences ténues que les entretiens ont permis d'entrevoir, il s'agit maintenant d'en comprendre la logique à partir de l'examen de l'écriture domestique, les écrits privés des hommes étant valorisés en tant qu'ils relèvent de leurs attributions de chef de famille. Dans l'ethnologie des écritures ordinaires en France, les travaux qui mobilisent cette catégorie montrent que l'écrit domestique, loin d'assurer une clôture sur une intériorité familiale, se développe dans un rapport constant aux autres et aux institutions (Albert 1993). À partir de cet acquis, je réunis sous cette appellation une série de pratiques dont je donnerai d'abord un aperçu, m'appuyant sur mon corpus d'écrits comme sur les récits de pratiques qui émaillent les entretiens. Je tenterai ensuite d'éclairer leur caractère masculin, sur lequel on dispose de points d'appui dans une perspective comparatiste : en France, l'écrit domestique apparaît comme un lieu crucial de la constitution des identités de genre, avec un basculement entre des travaux historiques qui constatent la domination masculine sur ces activités (Mouysset 2007) et les études sociologiques qui soulignent leur caractère féminin (Lahire 1993)²¹.

19. Pour une critique historique, cf. Perrot & Collin (1988).

20. Les travaux de Marilyn Strathern permettent également de repenser l'intersection de ces dichotomies, puisqu'elle a montré que, sur son terrain comme dans bien d'autres sociétés, le partage public/domestique est représenté à travers une polarisation masculin/féminin, mais que la signification et les contours des sphères d'activités dévolues aux hommes et aux femmes diffèrent selon le point de vue des hommes ou celui des femmes (1972 : 152-156). J'en retiens l'idée qu'il y a un travail permanent de différenciation de ces sphères, ce qu'elle appelle le *domaining* (1988 : 94-95). C'est précisément cette dynamique du maintien et de la contestation d'une frontière entre public et privé, et les frictions qu'introduit la redéfinition en cours des rôles sexués qui m'intéressent.

21. Les études statistiques comme les enquêtes ethnographiques font toutefois ressortir la complexité des arrangements familiaux autour des « papiers », notamment concernant les écrits pour l'administration : la gestion de ces documents peut être une prérogative féminine, ramenée à l'exécution de tâches routinières, ou masculine, valorisée comme mode de gouvernement familial (Siblot 2006).

Les principaux écrits domestiques sont des listes de dates d'événements familiaux, surtout des naissances. L'écriture des dates de naissance est très courante chez les hommes, alors qu'elle n'est quasiment pas attestée chez les femmes²². Cette pratique combine différents enjeux. Le lien à l'officiel est bien sûr prégnant, tant dans la forme que dans la visée de ces écrits, souvent rapportés à la nécessité d'une déclaration exacte à l'état civil, généralement bien postérieure à la naissance (le recours au jugement supplétif pour pallier une absence de déclaration dans le délai légal de 30 jours est très courant). Elle répond aussi à des consignes données lors de sessions de post-alphabétisation par la CMDT, qui prônait la tenue d'un cahier de famille rassemblant données agricoles et consignation des événements démographiques. Dans le cas précis des dates de naissance, la prérogative masculine peut se comprendre par le rôle des hommes dans la dation du nom lors du baptême et dans la réaffirmation de la filiation agnatique, même si la notation de la date et de l'heure précises de l'accouchement oblige les hommes à approcher ce moment précis de l'accouchement, événement auquel ils ne prennent normalement pas part (certaines formulations s'en tiennent au fait de la naissance, mais d'autres font explicitement référence à l'accouchement)²³.

La gestion de l'exploitation agricole occupe sans surprise une grande partie des notations des chefs de famille, s'inscrivant directement dans la lignée des recommandations de la CMDT : par crainte de malversation ultérieure sur les cahiers collectifs, certains écrits sont une manière de garder par-devers soi trace des crédits ou des notations techniques effectués au niveau de l'AV et consignés dans sa documentation. D'autres notations concernent les activités culturelles (dates de semis ou de traitement, quantités récoltées). Dans ce registre, distinguer ce qu'on écrit de ce qu'on n'écrit pas est crucial. La production du coton est ce qui donne lieu aux notations les plus fréquentes et les plus détaillées, mais les dates, lieux et superficies des semis de cultures vivrières sont parfois consignés. L'encadrement agricole est aussi à l'origine d'habitudes d'enregistrement plus générales, ainsi des relevés pluviométriques qui atteignent parfois une précision et une régularité étonnantes. Garder trace

22. Au village, une seule femme m'a déclaré noter les dates de naissance de ses enfants, sans que j'aie accès à ses écrits. En milieu urbain, quelques femmes ont évoqué cette pratique, l'une la justifiant par la nécessité de pouvoir célébrer les anniversaires de ses enfants, selon une habitude inconnue au village.

23. Ces notations trahissent aussi d'autres soucis, comme la notation de la date dans le calendrier lunaire (Mbodj-Pouye 2009 : 872-873). La notation des dates de décès, beaucoup moins systématique, renvoie à d'autres enjeux, commémoratifs notamment.

des mouvements de troupeaux est un autre motif d'écriture, notamment pour contrôler les transactions avec les pasteurs peuls à qui ils sont confiés (date de départ, salaire convenu). Enfin, des formes réduites de comptabilité domestique apparaissent, circonscrites à un événement : notation des dépenses lors d'une maladie, coût de la réparation d'un vélo ou relevé des frais occasionnés par le montage d'une charrette.

Ces types d'écrits s'inscrivent dans une logique de maîtrise des choses et des êtres qui constituent une famille, même s'ils sont loin d'en assurer une vision d'ensemble. On comprend qu'ils soient le fait d'hommes, chefs de famille ou d'exploitation. Encore faut-il distinguer les différentes échelles de la sphère domestique que recouvrent ces écrits, pour mieux cerner les rôles divers que les hommes ont selon leurs statuts.

La concession : unité économique, espace physique et symbolique

Partant des termes locaux de référence, l'échelle qui s'impose est celle du *du*, mot généralement traduit en français par « concession » et qui désigne à la fois l'unité résidentielle (en contexte villageois, un ensemble de cases et de greniers ceint par un mur à hauteur d'homme auquel on accède par le vestibule, *bulon*) et la communauté familiale qui y réside. Celle-ci regroupe les parents et dépendants de l'aîné d'un segment de lignage, appelé *dutigi*, chef de famille, ainsi que leurs épouses, la résidence étant virilocale. Cette unité résidentielle et familiale ne coïncide pas toujours avec l'unité de production domestique et agricole. Si la scission du *du* en plusieurs unités productives intervient logiquement quand la famille a une certaine extension, avec l'accélération de ce phénomène, les unités productives sont souvent constituées d'un homme, de ses épouses et de leurs enfants non mariés. Cette division peut entraîner ou non la séparation physique par construction d'une nouvelle concession.

Le mode de production demeure centré sur l'économie domestique²⁴, une part importante du travail étant effectuée sur des champs collectifs (même si ceux-ci, en raison de l'éclatement des familles, ont tendance à regrouper un moins grand nombre de travailleurs). Les femmes participent aux travaux agricoles à un degré variable, mais qui, ajouté aux charges ménagères qui reposent exclusivement sur elles, place leur temps de travail

24. L'analyse par Claude Meillassoux de la communauté domestique comme lieu de relations de pouvoir entre aînés et cadets, et entre hommes et femmes nourrit la description qui suit. Signalons toutefois que ce modèle laisse peu de place aux stratégies sociales des femmes : « du fait que sa condition d'épouse domine toute sa vie active et que ses rapports de conjugalité l'emportent sur tous les autres, dans les analyses qui vont suivre, la femme sera cachée derrière son époux, véhicule de toutes les relations sociales » (1992 [1975] : 67, n. 12).

quotidien bien au-delà de celui des hommes²⁵. Le produit des champs collectifs est conservé dans le grenier familial, géré par le chef de famille qui se doit d'assurer la subsistance de ses dépendants²⁶. Les femmes qui vont aux champs reçoivent en fin de récolte une quantité fixe de céréales, et celles qui ont participé à la récolte du coton touchent une compensation financière au prorata du poids récolté. Parallèlement, des jardins et champs privés sont dévolus aux cadets et aux femmes actives. Ces dernières y entretiennent des cultures variées (arachide, condiments, plus rarement coton) dont elles disposent à leur guise, de même que du produit de cueillettes (néré, karité) transformé artisanalement. Les femmes ont la liberté d'exercer des activités productives et commerçantes sur lesquelles leurs maris n'ont pas de droit de regard. Ces ressources personnelles sont toutefois souvent destinées à contribuer à la bonne marche de la famille, notamment les condiments produits ou cueillis qui composent la sauce du plat familial, ou de menus achats pour la scolarisation de leurs enfants.

La complexité de ce mode d'organisation domestique est cependant réduite par les institutions qui font porter l'essentiel des responsabilités sur les hommes.

Des chefs de famille comme interlocuteurs

Le maillage institutionnel de la région a donné un rôle central à l'exploitation agricole, unité de production reconnue par la CMDT. L'encadrement agricole mis en place par la Compagnie repose sur un enregistrement des cultures et des productions, mais les données qu'elle collecte négligent les productions féminines (telles que les cueillettes), les femmes étant considérées au mieux comme « demi-actives ». Parallèlement, les procédures administratives, notamment le recensement pour le calcul de l'impôt qui se traduit localement par l'attribution d'un carnet ou d'une carte de famille au chef de famille, impliquent la reconnaissance, par les institutions, des unités familiales sous l'autorité d'un chef masculin.

L'importance des documents détenus par les chefs de famille, qu'ils soient alphabétisés ou non, ne doit pas être sous-estimée. Au-delà de l'enjeu de conservation de ces écrits pour répondre aux demandes des institutions, les chefs de famille sont aussi conscients du pouvoir

25. En zone CMDT, 10 à 11 heures de travail par jour, contre 8 heures environ pour les hommes, selon Zuidberg & Djiré (1992 : 21).

26. Pour une présentation de l'organisation domestique, cf. Maria Grosz-Ngaté (1989 : 175-179). Sur les conséquences des transformations des sociétés rurales du Mali sur les rapports de genre, voir les analyses de Jane Turrin sur la région cotonnière (1988) et de Cristiana Panella sur l'orpaillage et l'économie domestique dans le Wassoulou (2005).

qu'à l'écriture de rendre visibles de nouveaux rapports entre membres d'une même famille. C'est ce qu'illustre l'anecdote suivante, rapportée par un instituteur chargé de procéder au recensement général qui a concerné l'ensemble du territoire malien au printemps 2009. La consigne était d'effectuer ce recensement ménage par ménage (selon une terminologie classique en démographie), ce qui revenait, dans les familles rassemblant plusieurs foyers au sein d'une même unité productive, à s'adresser non seulement au *dutigi*, mais à chacun des hommes mariés. Pour vaincre les réticences des chefs de famille qui accusaient les agents du recensement de « diviser la famille » (*ka du ci*), il a pris garde à ne pas identifier ces chefs de ménage comme *dutigi*, mais à présenter cette démarche comme procédant *ga o ga*²⁷ (« foyer par foyer »)²⁸. Cette ruse n'a pourtant pas suffi à désamorcer la méfiance de certains chefs de famille. Les tensions qui apparaissent ici se jouent entre hommes : les jeunes, fils ou cadets, sont souvent plus alphabétisés que les chefs de famille, ce qui donne lieu à des formes de délégation entre hommes dans le détail desquelles nous n'entrerons pas ici²⁹.

Ces différentes catégories ont en commun de toujours se référer à un chef (*tigi*, « maître, propriétaire ») masculin. Un des axes de la critique féministe au sein des études africaines consiste précisément à refuser de reprendre les termes sociaux de référence comme unités d'analyse. Ainsi, le terme anglais *household* (« ménage »), soumis à la critique en raison de sa faible portée descriptive et analytique (Guyer 1981), est jugé inapte à mesurer la contribution effective des femmes à l'économie domestique, ainsi que leur position au sein de la famille³⁰. Dans la région CMDT, le choix de retenir l'exploitation comme unité de production, dirigée par un chef de famille, contribue effectivement à rendre invisible le travail des femmes. Contrairement à des contextes urbains ou de forte émigration, ce parti pris de ne

27. Les transcriptions du bambara sont données selon l'orthographe officielle (sauf dans les citations). Pour *ga*, l'orthographe *gwa* conforme à la réalisation labio-vélaire est courante.

28. Cet usage qui repose sur une acception littérale de *ga* comme foyer individuel ne semble pas fréquent : Charles Bailleul donne pour *gatigi* seulement « chef de la grande famille » (2007 : 155), soit l'équivalent de *dutigi* ; Jan Jansen signale que *gatigi* peut théoriquement désigner, au sein de la communauté familiale, chacun des hommes dont l'épouse est responsable d'une cuisine, mais ses interlocuteurs « préfèrent réserver le statut de *gwatigi* à celui qui est l'aîné de tous » (2003 : 66). Le terme *ga* peut aussi désigner le lignage (d'où *gatigi*, « membre le plus âgé du lignage »), acception la plus commune selon René Luneau, qui note tout de même l'instabilité sémantique du terme (1974 : 52-55).

29. Un cas est détaillé in Mbodj-Pouye (2009).

30. Felicia Ekejiuba propose ainsi de remplacer la catégorie de ménage (*household*) par celle de foyer (*hearth-hold*), à la fois pris au sens propre du lieu de cuisson des aliments, souvent associé symboliquement à la femme et mis en rapport avec le sexe féminin, et, au sens figuré, pour repenser les relations domestiques à partir de ce centre, en privilégiant les rapports femme-enfant (2005).

considérer que des hommes comme chefs de famille reflète encore largement les usages. Mais, la reprise du terme bambara *dutigi* donne une impression de continuité, alors que le développement de la culture de rente a suscité d'importants changements dans l'économie domestique.

Revenant au constat initial d'une maîtrise de l'écrit domestique par les hommes, on en comprend mieux la logique : il s'agit essentiellement d'une gestion du rapport à des institutions qui ont constitué les hommes comme leurs interlocuteurs. Ces écrits contribuent à la production symbolique de nouveaux référents familiaux où le chef de famille est réaffirmé en tant que tel. Ils relèvent de sphères d'activité et portent sur des propriétés masculines, donnant une image biaisée de l'économie domestique. Les entretiens témoignent de l'émergence d'une figure de la masculinité où la maîtrise de l'écrit est centrale, qui permet d'assumer les rôles sociaux imposés par les institutions et de contrôler son exploitation³¹.

À ce point, on peut souligner un décalage par rapport aux travaux sur l'écrit domestique dans l'ethnologie européenne où cette catégorie est proposée. En effet, le domestique n'est pas ici d'emblée un espace d'écriture : les écrits identifiés comme domestiques n'ont pas pour point de départ la centralité du foyer, mais reflètent plutôt des injonctions extérieures qui font émerger un ensemble d'écrits concernant l'exploitation agricole et la famille, détenus à ce niveau et qui ne sont pas soumis au contrôle. L'écrit accompagne donc le renforcement de l'échelle du foyer restreint, amenant les hommes à obtenir de ce domaine une vue plus précise.

Pour compléter cette approche centrée sur la dimension subjectivante de l'écrit dans l'identité de genre, il nous faut maintenant explorer la manière dont se nouent les relations entre hommes et femmes autour des écrits, que ce soit à partir des tentatives par les femmes de contester cette prérogative masculine sur l'écrit domestique ou dans la façon dont elles investissent d'autres types d'écrit.

L'espace des pratiques féminines

Fanta Traoré, bien que non alphabétisée, a entamé il y a quelques années un cahier pour noter les dons reçus à l'occasion de mariages, selon une pratique courante en ville mais qui se développe tout juste au village. Elle a récupéré un ancien cahier d'école de sa fille, dont elle utilise les pages restées blanches. Deux listes y figurent, correspondant aux mariages de deux de ses filles, en 2004 et 2007, qui récapitulent les dons de textiles et d'ustensiles qu'elle a reçus d'autres femmes (parentes,

31. Pour un autre exemple d'une figure de la masculinité qui se constitue autour d'usages intensifs de l'écrit au Ghana, cf. Miescher (2006).

voisines, amies) au moment de constituer les trousseaux³². Ces listes sont sommaires mais précises quant aux objets donnés, distinguant les matières (casseroles en inox ou cuvettes en plastique ; pagnes tissés ou wax), consignnant les quantités et identifiant précisément, par des référents locaux, les contributrices. Le but est de savoir quoi rendre lorsque la donatrice fera à son tour appel à son réseau pour contribuer à une occasion semblable. La première liste est de la main d'une de ses nièces, scolarisée au 2nd cycle au moment de la cérémonie. Pour la seconde, elle a fait appel à une sœur cadette qui réside dans un autre quartier du village. Pour biffer les dons, une fois le retour effectué, elle a sollicité différentes personnes, dont un frère cadet de son mari³³.

Après avoir parcouru avec elle son cahier, la discussion s'engage avec Fanta et avec ma logeuse, Assitan, mariée à un frère du mari de Fanta, et qui n'est pas alphabétisée non plus. Comme elles évoquent la notation par les hommes d'autres aspects des transactions matrimoniales, notamment les montants reçus pour la dot, et, sachant que le mari de Fanta, Madou, est lettré (en arabe), je demande s'il m'est possible de voir ces écrits. Fanta fait alors état, comme d'un sujet de tension récurrent, de sa demande de conserver certains papiers au motif que son mari les égare car il en a trop. Les deux femmes se mettent ainsi à discuter d'un cahier donné récemment par une ONG pour un programme de parrainage d'enfants, Assitan insistant sur le fait qu'il revient à Fanta de conserver ce cahier, alors que Madou l'a déjà rangé dans ses affaires. Elle suggère qu'elles pourraient arguer de mon besoin de consulter le cahier sur lequel il a noté la dot pour récupérer au passage cet autre cahier. La ruse est assumée, justifiée par le fait que ce serait mieux que ce soit Fanta qui le garde. Madou n'en fera rien, prétextant n'avoir retrouvé aucun des cahiers demandés.

Des femmes non alphabétisées qui manient l'écrit

Cette scène permet de rappeler qu'en contexte d'alphabétisation limitée le recours à l'écrit n'est pas réservé aux seules personnes qui ont des compétences (d'ailleurs la situation où on ne maîtrise pas la langue ou la graphie d'un document est fréquente même pour des personnes lettrées) : Fanta est à l'initiative d'une pratique d'écriture ; Assitan et elle observent de près celles d'autres membres de la famille ; elles sont prêtes

32. Ces dons viennent compléter des achats réalisés par Fanta, notamment grâce à l'argent accumulé par ses filles lorsqu'elles ont travaillé à Bamako. Ce versant-là de la comptabilité du trousseau n'est pas consigné.

33. Fanta, âgée d'environ 40 ans lors de l'entretien, fut la première femme du village à être partie travailler comme domestique à Bamako avant son mariage, initiant un mouvement qui s'est généralisé depuis. Première épouse d'un fils du chef de village lettré en arabe, elle l'a suivi dans ses migrations en Gambie et en Côte d'Ivoire.

à ruser pour s'approprier des documents qu'elles estiment être mieux à même de conserver. À la différence de ce qui apparaît dans les propos évoqués plus haut sur la délégation d'écriture, Fanta n'exprime aucune gêne à avoir recours à des intermédiaires et ne semble pas en peine d'en trouver. Si son choix s'est porté sur des femmes pour dresser les listes, faire appel à des hommes pour les raturer ne pose pas de problème et ne requiert pas de compensation financière. Travaillant en ville au Burkina-Faso auprès d'une commerçante non lettrée qui s'engage dans des pratiques bien plus complexes, Étienne Gérard a également montré que la logique du choix des intermédiaires ne suit pas la ligne du genre (Gérard 2002). Dans la concession de Fanta et Assitan, Moussa, le cadet de leurs beaux-frères, dont les compétences ne sont pas sollicitées pour des pratiques à l'échelle de la famille car il a des aînés alphabétisés, est souvent au service des femmes, consignait des listes de courses qu'elles lui confient, écrivant pour l'une ou l'autre billet ou lettre. Ce cas permet de souligner l'existence de stratégies de la part des femmes pour contester la domination masculine, mais aussi la fluidité des interactions entre hommes et femmes autour de l'écrit.

La dispute sur le « bon gardien » rappelle aussi l'importance des écrits et de leur possession personnelle. Au sein de l'espace domestique, ils sont conservés dans les lieux les mieux préservés des regards extérieurs. Généralement, les lettres et feuillets qui composent une archive familiale souvent réduite sont mis à l'abri des regards dans un sac. Fanta conserve soigneusement son cahier dans un sac plastique au milieu de ses affaires. Cependant, même si le cahier de Fanta témoigne d'une appropriation de l'écrit, il apparaît aussi très en retrait par rapport aux usages mis en avant par les femmes lettrées, confiné à cette seule pratique de notation de dons reçus en public.

Calculs, intrigues et secrets

Pourtant, nous avons vu plus haut que la revendication d'une écriture privée est aussi le fait de femmes. Lors d'une discussion avec une femme alphabétisée en bambara qui m'explique son choix de recourir à un intermédiaire scolarisé pour écrire des lettres en français, comme je lui demande s'il lui arrive de solliciter son mari, seule personne susceptible d'écrire en français dans son entourage immédiat, celle-ci me répond par la négative. Elle oppose à ma suggestion, sur le ton de l'évidence, son souci du *gundo*, et m'explique qu'elle préfère recourir à un voisin, qu'elle désigne comme digne de confiance (*mɔgɔ sutura*). L'opposition sourde des hommes à l'alphabétisation de leurs épouses est souvent justifiée par l'idée qu'écrire, pour une femme, sert surtout à se plaindre de son mari auprès

de ses parents, ou à entretenir des liaisons. Ce registre des intrigues alimente les allusions des uns et des autres, sans que j'aie pu, jusqu'à présent, le documenter plus avant. En même temps, comme on l'a vu, ce domaine privé du *gundo* peut recouvrir des pratiques tout à fait admises, telles que la notation de crédits pour un petit commerce géré par une femme. Les femmes avec lesquelles je me suis entretenue ont souvent indiqué se servir de l'écrit pour des calculs.

J'ai également observé l'appropriation par les femmes de domaines secrets, au sens restreint de *gundow* dont la transmission est socialement contrôlée. Ces *gundow* couvrent un large spectre des pratiques magico-religieuses du Mali contemporain, de la *bamananya* au domaine islamique (Bazin 1985). En particulier, les femmes de tous âges sont grandes amatrices d'incantations magiques (*kilisiw*) et de prières, consignées dans cahiers et blocs-notes personnels. Ce type de notation est récurrent dans les écrits pour soi que j'ai observés, auprès d'hommes mais aussi de plusieurs femmes. Il s'agit de conserver, pour son propre usage, une série de formules en général assez limitée (une dizaine tout au plus), parfois avec des notations cryptiques ou lacunaires pour en assurer la confidentialité. Ce phénomène s'inscrit dans un mouvement plus large d'individualisation du recours à ces corps de savoirs (Barrière 1999). L'intérêt des femmes pour cette pratique témoigne de reconfigurations des rapports de genre dans l'accès à ces secrets : en marge de domaines réservés, comme la fabrication et l'entretien d'objets sacrés, « affaire d'hommes » (*cè-ko*) par excellence (Colleyn 2009 : 738), les pratiques d'écriture favorisent la pénétration limitée des femmes dans ces registres.



Dans cet article, j'ai travaillé mes données ethnographiques sur les usages de l'écrit à l'aune du genre. Aborder les transformations des rapports de genre par ce fil assez ténu des pratiques de l'écrit sur un terrain faiblement alphabétisé permet d'apporter des éclairages nouveaux sur ces dynamiques, d'objectiver des phénomènes difficiles à saisir par d'autres biais, et appelle des enquêtes complémentaires.

Un premier temps de l'analyse s'est appuyé sur un élément des discours sur l'alphabétisation pour lesquels une différence se fait jour entre hommes et femmes : sur fond d'une valorisation partagée de l'écrit par et pour soi, il apparaît que cette revendication est socialement différenciée. Parmi les lignes de partage, le genre est central, avec une valorisation de l'écrit privé essentiellement masculine, surtout pour les chefs de famille, mais pas seulement, le rôle de chef de famille étant d'une certaine manière l'horizon d'un cadet.

Dans un deuxième temps, considérant les usages, l'espace domestique apparaît comme central, et la dynamique que j'ai essayé de restituer est celle d'une institution du domestique comme espace d'écriture. La figure qui émerge est celle du chef de famille alphabétisé, qui consigne sur un cahier les événements familiaux ainsi que les dates de semis et de traitements du coton, devenant un relai des institutions qui peuvent alors s'adresser à lui lors des recensements, des réunions de préparation de la campagne cotonnière ou d'opérations d'information diverses. Il s'agit d'une figure idéale, puisque tous les chefs de famille sont loin d'être alphabétisés, et que la délégation à un frère ou à un fils est courante. Ces écrits-là sont, au moment de mes enquêtes et en milieu rural, une prérogative masculine. Ce fait semble en conformité avec l'organisation sociale existante où la concession a un chef masculin (le *dutigi*), mais dote en réalité ce dernier, au-delà de fonctions de représentation extérieure, d'un droit de regard élargi sur les affaires internes, comme je l'ai indiqué à propos de la notation des dates d'accouchement.

Enfin, analysant quelques interactions autour de l'écrit, j'ai montré qu'il pouvait en médiatiser certaines entre hommes et femmes (notamment entre époux). Au terme de cette exploration, les partages qui s'opèrent autour de l'écrit apparaissent irréductibles à une répartition qui suivrait celle des sexes. Les configurations, que dessinent l'absence de compétence conjugue à une connaissance des contextes d'usage, conduisent à des situations paradoxales où, soit on sait que l'autre a écrit mais sans savoir exactement quoi, soit on n'a pas accès à un écrit mais on connaît son contenu. La question du pouvoir de l'écrit est donc diffractée dans ces configurations mouvantes, dont les femmes peuvent tirer des avantages inattendus. Et la maîtrise individuelle de l'écrit, valorisée par-dessus tout en ce qu'elle permet comme indépendance par rapport à ces situations, prend un relief particulier s'agissant des femmes. Certes l'accès à l'alphabétisation et le développement d'usages de l'écrit ne suffisent pas à modifier les rapports de genre, encore moins à résorber les inégalités. Au contraire, l'alphabétisation telle qu'elle a été promue par la CMDT contribue à restreindre le pouvoir des femmes sur certains segments de l'économie domestique. Mais, l'écriture fait plus que durcir les clivages existants, elle ouvre aussi des lignes de fuite, dont les femmes se saisissent.

Si ce constat peut être établi sur ce terrain rural, il ouvre une piste prometteuse pour des enquêtes sur les usages de l'écrit en milieu urbain et dans des régions où l'émigration place des femmes en position de chef de famille.

*Centre national de la recherche scientifique
Centre d'études des mondes africains (CEMAf), Ivry-sur-Seine
mbodj@free.fr*

MOTS CLÉS/KEYWORDS : Mali – écriture/*writing* – alphabétisation/*literacy* – secret – genre/*gender* – public/privé/*public/private* – Bambara/*Bamanan*.

BIBLIOGRAPHIE

Albert, Jean-Pierre

1993 « Écritures domestiques », in Daniel Fabre, ed., *Écritures ordinaires*. Paris, Bibliothèque publique d'information, Centre Georges-Pompidou – POL : 37-94.

Bailleul, Charles

2007 *Dictionnaire bambara-français*. Bamako, Donniya.

Barrière, Catherine

1999 « Techniques d'agression magique en pays bamana (région de Segou, Mali) : emprunts réciproques entre islam et religion traditionnelle », *Journal des Africanistes* 69 (1) : 177-197
[www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jafr_0399-0346_1999_num_69_1_1192].

Barthélémy, Pascale

2010 *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*. Rennes, Presses de l'université de Rennes.

Bazin, Jean

1985 « À chacun son Bambara », in Jean-Loup Amselle & Elikia M'Bokolo, eds, *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Paris, La Découverte : 87-127.

Bledsoe, Caroline H. et al., eds

1999 *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World*. Washington, National Academy Press.

Colleyn, Jean-Paul

2009 « Images, signes, fétiches : à propos de l'art bamana (Mali) », *Cahiers d'études africaines* 195 : 733-746.

Demmer, Christine

2009 « Secrets et organisation politique kanake : pour sortir des catégories privé/public », *L'Homme* 190 : 79-104.

Dombrowsky, Klaudia, Gérard Dumestre & Francis Simonis

1993 *L'Alphabétisation fonctionnelle en bambara dans une dynamique de développement. Le cas de la zone cotonnière (Mali-Sud)*. Aix-en-Provence, Institut d'études créoles et francophones / Paris, Didier Érudition.

Ekejiuba, Felicia

2005 [1995] « Down to the Fundamentals : Women-Centred Hearth-holds in Rural West-Africa », in Andrea Cornwall, ed., *Readings in Gender in Africa*. Oxford, James Currey / Bloomington, Indiana University Press : 41-46.

Fine, Agnès

2008 « La production du féminin : l'exemple de l'écriture de soi », in Irène Théry & Pascale Bonnemère, eds, *Ce que le genre fait aux personnes...* : 235-254.

Gérard, Étienne

2002 « Trajets d'écriture en Afrique : le développement de la culture scolaire en questions », *Communications* 72 : 195-217
[www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/comm_0588-8018_2002_num_72_1_2105].

Grosz-Ngaté, Maria

1989 « Hidden Meanings : Explorations into a Bamanan Construction of Gender », *Ethnology* 28 (2) : 167-183.

Guyer, Jane I.

1981 « Household and Community in African Studies », *African Studies Review* 24 (2-3) : 87-137.

Hoffman, Barbara E., ed.

2002 *Mande Studies 4 : Gender in the Mande World*. Washington, Mande Studies Association.

Holder, Gilles

2004 « La cité comme statut politique : places publiques, pratiques d'assemblée et citoyenneté au Mali », *Journal des Africanistes* 74 (1-2) : 56-95.

Jansen, Jan

2003 *Épopée, histoire, société. Le cas de Soundjata (Mali et Guinée)*. Paris, Karthala (« Hommes et sociétés »).

Jansen, Jan & Molly Roth, eds

2000 *Mande Studies 2 : Secrets and Lies in the Mande World*. Washington, Mande Studies Association.

Jonckers, Danielle

1994 « Le mythe d'une tradition communautaire villageoise dans la région Mali-Sud », in Jean-Pierre Jacob & Philippe Lavigne Delville, eds, *Les Associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*. Marseille, APAD / Paris, Karthala (« Hommes et sociétés ») : 121-134.

Jonckers, Danielle, Renée Carré & Marie-Claude Dupré

1999 *Femmes plurielles. Les représentations des femmes, discours, normes et conduites*. Paris, Éd. de la MSH.

Journet-Diallo, Odile

2000 « Variations sur une figure locale de l'articulation public/privé : l'exemple joola (Sénégal/Guinée-Bissau) », in Claude Giraud & Béatrice Maurines, eds, *Univers privés et publics. Dynamiques de recompositions*. Paris, L'Harmattan (« Logiques sociales ») : 207-228.

Lahire, Bernard

1993 « La division sexuelle du travail d'écriture domestique », *Ethnologie française* 23 (4) : 504-516.

Lange, Marie-France, ed.

1998 *L'École et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*. Paris, Karthala.

Lloyd, Cynthia B. & Barbara S. Mensch

2008 « Marriage and Childbirth as Factors in Dropping out From School : An Analysis of DHS Data From Sub-Saharan Africa », *Population Studies* 62 (1) : 1-13.

Luneau, René

1974 *Les Chemins de la noce. La femme et le mariage dans la société rurale du Mali*. Paris, Université Paris 5, thèse de doctorat d'État [Lille, Service de reproduction des thèses, 1975].

Mathieu, Nicole-Claude, ed.

1985 *L'Arraînement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*. Paris, Éd. de l'EHESS (« Cahiers de L'Homme » 24).

Mbodj-Pouye, Aïssatou

2007 *Des Cahiers au village. Socialisations à l'écrit et pratiques d'écriture dans la région cotonnière du sud du Mali*. Lyon, Université Lumière-Lyon 2, thèse de doctorat.

2009 « Tenir un cahier dans la région cotonnière du Mali : support d'écriture et rapport à soi », *Annales. Histoire, sciences sociales* 64 (4) : 855-885.

Meillassoux, Claude

1992 [1975] *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, L'Harmattan.

Miescher, Stephan

2006 « "My Own Life" : A. K. Boakye Yiadom's Autobiography. The Writing and Subjectivity of a Ghanaian Teacher-Catechist », in Karin Barber, ed., *Africa's Hidden Histories. Everyday Literacy and Making the Self*. Bloomington, Indiana University Press : 27-51.

Mouysset, Sylvie

2007 *Papiers de famille. Introduction à l'étude des livres de raison (France, XV^e-XIX^e siècle)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Histoire »).

Panella, Cristiana

2005 « "Je vais chercher le prix des condiments" : rapports de genre, économie domestique et symbolique de l'or du yemasu (vallée du Sankarani, Mali) », *Africa. Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 60 (3-4) : 426-443.

Perrot, Michelle & Françoise Collin

1988 « Michelle Perrot : histoire du privé [Entretien avec Françoise Collin] », *Cahiers du GRIF* 37-38 : 154-163
[www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/grif_0770-6081_1988_num_37_1_1760].

Proteau, Laurence

1998 « Itinéraires précaires et expériences singulières : la scolarisation féminine en Côte d'Ivoire », in Marie-France Lange, ed., *L'École et les filles en Afrique...* : 27-71.

Puchner, Laura

2003 « Women and Literacy in Rural Mali : A Study of the Socio-Economic Impact of Participating in Literacy Programs in Four Villages », *International Journal of Educational Development* 23 (4) : 439-458.

Scott, Joan

1988 « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Cahiers du GRIF* 37-38 : 125-153
[www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/grif_0770-6081_1988_num_37_1_1759].

Siblot, Yasmine

2006 « "Je suis la secrétaire de la famille !" : la prise en charge féminine des tâches administratives entre subordination et ressource », *Genèses* 64 : 46-66.

Sow, Fatou

2004 « L'analyse de genre et les sciences sociales en Afrique », in Ayesha M. Imam, Amina Mama & Fatou Sow, eds, *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*. Paris, Karthala / Dakar, CODESRIA (« La bibliothèque du CODESRIA ») : 45-72.

Strathern, Marilyn

1972 *Women in Between?: Female Roles in a Male World (Mount Hagen, New Guinea)*. London-New York, Seminar Press.

1988 *The Gender of the Gift. Problems with Women and Problems with Society in Melanesia*. Berkeley-Los Angeles, University of California Press.

Théry, Irène & Pascale Bonnemère, eds

2008 *Ce que le genre fait aux personnes*. Paris, Éd. de l'EHESS (« Enquête » 7).

Thomas, Lynn M.

2007 « Gendered Reproduction : Placing Schoolgirl Pregnancies in African History », in Catherine Cole, Takyiwaa Manuh & Stephan Miescher, eds, *Africa After Gender?* Bloomington, Indiana University Press : 48-62.

Turrutin, Jane

1988 « Men, Women, and Market Trade in Rural Mali, West Africa », *Canadian Journal of African Studies* 22 (3) : 583-604.

Zancarini-Fournel, Michelle

2010 « Condition féminine, rapports sociaux de sexe, genre... », *Clio. Histoire, femmes et société* 32 : 119-129.

Zuidberg, Lida & Tata Djiré

1992 *Les Paysannes du Mali-Sud vers une meilleure intégration au programme de la CMDT*. Amsterdam, Royal Tropical Institute / Bamako, Compagnie malienne pour le développement des textiles.

Aïssatou Mbodj-Pouye, *Le genre du privé : pratiques d'écritures personnelles et domestiques dans la région cotonnière du Mali*. — Dans la région cotonnière du Mali, l'alphabétisation pour adultes a d'abord été destinée aux hommes, chefs de la famille et de l'exploitation agricole. Par la scolarisation et les sessions d'alphabétisation féminine, les femmes, à un moindre degré, ont elles aussi acquis des compétences. La revendication d'écrire pour régler soi-même ses propres affaires est partagée par les hommes et les femmes, mais prend des significations différentes : légitime s'agissant de l'écriture domestique, prérogative masculine, elle est plus suspecte pour les femmes qui consignent avant tout leurs « secrets ». L'enjeu de cette étude, par une analyse du rôle de l'écrit comme constitutif des identités de genre et de son rôle dans les relations entre hommes et femmes, est de contribuer aux discussions en cours sur le secret, le domestique et le privé dans l'aire mandé.

Aïssatou Mbodj-Pouye, *The Gender of Privacy : Writing for Domestic and Personal Purposes in the Cotton-Producing Region of Mali*. — In the cotton-producing area of Mali, adult literacy campaigns were initially oriented toward men, the heads of families and of farms. Thanks to schooling and dedicated literacy programs, women have also, to a lesser degree, learned to read and write. Both men and women want to learn how to write in order to manage their own affairs, but this demand has different meanings in each case. It is a legitimate prerogative for men since writing is for household business whereas it is more suspicious in the case of women who use writing to record their « secrets ». This analysis of writing in the formation of gender-based identities and in relations between men and women seeks to contribute to current discussions about secrecy, domestic life and privacy in the Mande cultural area.